

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

HERAULT

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
23	23	18+4

DATE DE LA CONVOCATION

28/08/2026

DATE D'AFFICHAGE DE LA CONVOCATION

28/08/2026

DATE D'ENVOI DE LA CONVOCATION

28/08/2026

Objet de la Délibération :**Instauration du permis de démolir**

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE VENDRES
N° 26/091013
SEANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mille vingt-six

Et le dix septembre,

A vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune,
 convoqué régulièrement, s'est réuni dans la Salle du Conseil de la Mairie,
 sous la présidence de Monsieur Richard VASSAKOS, Maire.

PRESENTS : M. Richard VASSAKOS, M. Yan CLARIANA Mme Claire BONAVITACOLA, M. Christophe ROBIN, M. Gilles JOURET, Mme Mylène FABRIS, M. Jean-Pol SZEZOT, M. Bernard SOLA, Mme Sophie CHEREL, Mme Patricia CAMA, Mme Sylvie GALIBERT, Mme Leslie CATTIN, Mme Céline DIAZ, Mme Christelle GUERRERO, M. David PRIETO, M. Florian CARDENAS, Mme Laura CASTEL— CAMATS, M. Jean-Benoît BARRIAL.

ABSENTS : Mme Dominique FOUILHE, M. Daniel PHILIPPE, M. Mickaël ROUVE, M. Antonio RICCO, Mme Marie-Line MAZZA.

PROCURATIONS : Mme Dominique FOUILHE à Mme Mylène FABRIS, M. Daniel PHILIPPE à M. Gilles JOURET, M. Mickaël ROUVE à M. Richard VASSAKOS, M. Antonio RICCO à M. Jean-Benoît BARRIAL.

Madame Mylène FABRIS est nommée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire précise que, conformément à l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme, les démolitions de constructions existantes doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir, lorsque la construction relève d'une protection particulière ou est située dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir.

Également, conformément à l'article R.421-27 du même Code, cette obligation concerne les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans le périmètre où le permis de démolir a été instauré.

Monsieur le Maire ajoute que, conformément à l'article L.421-6 du Code de l'urbanisme, le permis de démolir peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales lorsque les travaux sont de nature à compromettre la protection ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti, du patrimoine archéologique, des quartiers, des monuments et des sites.

Outre sa fonction de protection du patrimoine, le permis de démolir permet d'assurer un suivi de l'évolution du bâti sur le territoire communal. Il apparaît ainsi opportun de soumettre à permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception des cas dispensés en application de l'article R.421-29 du Code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.421-3, L.421-6, R.421-27 et R.421-29.

VU le PLU de Vendres approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 06 mars 2020, ayant depuis lors fait l'objet de plusieurs procédures d'adaptation.

DECIDE à l'unanimité d'instaurer le permis de démolir pour tous les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception des cas dispensés en application de l'article R.421-29 du Code de l'urbanisme ;

DECIDE à l'unanimité qu'il s'agira de procéder à la mise à jour du PLU afin d'annexer la présente délibération.

DIT à l'unanimité que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

DIT à l'unanimité que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de la date de son affichage en Mairie.

DIT à l'unanimité que la présente délibération peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de son affichage en Mairie. Ce recours gracieux a alors pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

**La secrétaire de séance,
Mylène FABRIS**



**Pour Extrait Conforme,
Le Maire,
Richard VASSAKOS**



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

HERAULT

NOMBRE DE MEMBRES

Afférents Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
23	23	18+4

DATE DE LA CONVOCATION

28/08/2026

DATE D'AFFICHAGE DE LA CONVOCATION

28/08/2026

DATE D'ENVOI DE LA CONVOCATION

28/08/2026

Objet de la Délibération :**Instauration du permis de démolir**

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE VENDRES
N° 26/091013
SEANCE DU 10 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mille vingt-six

Et le dix septembre,

A vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune,
 convoqué régulièrement, s'est réuni dans la Salle du Conseil de la Mairie,
 sous la présidence de Monsieur Richard VASSAKOS, Maire.

PRESENTS : M. Richard VASSAKOS, M. Yan CLARIANA Mme Claire BONAVITACOLA, M. Christophe ROBIN, M. Gilles JOURET, Mme Mylène FABRIS, M. Jean-Pol SZEZOT, M. Bernard SOLA, Mme Sophie CHEREL, Mme Patricia CAMA, Mme Sylvie GALIBERT, Mme Leslie CATTIN, Mme Céline DIAZ, Mme Christelle GUERRERO, M. David PRIETO, M. Florian CARDENAS, Mme Laura CASTEL— CAMATS, M. Jean-Benoît BARRIAL.

ABSENTS : Mme Dominique FOUILHE, M. Daniel PHILIPPE, M. Mickaël ROUVE, M. Antonio RICCO, Mme Marie-Line MAZZA.

PROCURATIONS : Mme Dominique FOUILHE à Mme Mylène FABRIS, M. Daniel PHILIPPE à M. Gilles JOURET, M. Mickaël ROUVE à M. Richard VASSAKOS, M. Antonio RICCO à M. Jean-Benoît BARRIAL.

Madame Mylène FABRIS est nommée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire précise que, conformément à l'article L.421-3 du Code de l'urbanisme, les démolitions de constructions existantes doivent être précédées de la délivrance d'un permis de démolir, lorsque la construction relève d'une protection particulière ou est située dans une commune ou partie de commune où le conseil municipal a décidé d'instaurer le permis de démolir.

Également, conformément à l'article R.421-27 du même Code, cette obligation concerne les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans le périmètre où le permis de démolir a été instauré.

Monsieur le Maire ajoute que, conformément à l'article L.421-6 du Code de l'urbanisme, le permis de démolir peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales lorsque les travaux sont de nature à compromettre la protection ou la mise en valeur du patrimoine bâti ou non bâti, du patrimoine archéologique, des quartiers, des monuments et des sites.

Outre sa fonction de protection du patrimoine, le permis de démolir permet d'assurer un suivi de l'évolution du bâti sur le territoire communal. Il apparaît ainsi opportun de soumettre à permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception des cas dispensés en application de l'article R.421-29 du Code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.421-3, L.421-6, R.421-27 et R.421-29.

VU le PLU de Vendres approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 06 mars 2020, ayant depuis lors fait l'objet de plusieurs procédures d'adaptation.

DECIDE à l'unanimité d'instaurer le permis de démolir pour tous les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur l'ensemble du territoire communal, à l'exception des cas dispensés en application de l'article R.421-29 du Code de l'urbanisme ;

DECIDE à l'unanimité qu'il s'agira de procéder à la mise à jour du PLU afin d'annexer la présente délibération.

DIT à l'unanimité que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

DIT à l'unanimité que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de la date de son affichage en Mairie.

DIT à l'unanimité que la présente délibération peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de son affichage en Mairie. Ce recours gracieux a alors pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

**La secrétaire de séance,
Mylène FABRIS**



**Pour Extrait Conforme,
Le Maire,
Richard VASSAKOS**





CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Borne Numérique

INFORMATIONS DU PRODUIT

Titre : DELIBERATION PERMIS DE DEMOLIR

Date d'ajout : 18 septembre 2026

Statut : Actif
depuis le 18 septembre 2026

Modifié : 1 fois

SIGNATURE

Le document a été ajouté par: **admin@mairie-vendres.com**

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Certificat généré le 18 septembre 2026 à 09:43

Historique des modifications du produit "DELIBERATION PERMIS DE DEMOLIR"

Produit "DELIBERATION PERMIS DE DEMOLIR" — 1 modifications apportées au cours du temps

Date / heure	Entité	Utilisateur	Champ	Ancienne valeur	Nouvelle valeur
18 septembre 2026 09:43	Produit MultiApp - DELIBERATION PERMIS DE DEMOLIR	admin@mairie-vendres.com	Création	—	DELIBERATI ON PERMIS DE DEMOLI R

OCCITANIE / SERVICES**HÉRAULT****MONTPELLIER****URGENCES**

Maison médicale de garde :
09.66.95.55.17.

SOS Médecin : 04.67.72.22.15.

Pharmacies de garde :

de 20h à 8h, 3237

Gendarmerie : 04.99.53.55.00.

Samu : 15 ou 112

Hôpital : 04.67.33.67.33.

SOS ostéopathie :

08.20.82.10.65.

Centre antipoison

Marseille : 04.91.75.25.25.

Toulouse : 05.61.49.33.33.

Police : 206, rue Comté de

Melguet : 17 ou 04.99.13.50.00.

(Hôtel de Police).

Gendarmerie : 04.67.54.61.11.

SERVICES

Mairie : 1, place Geoges-Frèche. Tél. : 04.67.34.70.00.

Office du tourisme : 30, allée Jean de Lattre de Tassigny. Ouvert du lundi au dimanche de 5h30 à 23h. Tél. : 04.67.60.60.60.

Préfecture : 34, place des Martyrs de la Résistance. Tél. : 04.67.61.61.61.

Archives municipales : Accès au 287, rue Poséidon (niveau 3B).

Ouverture : lundi de 10h à 17h, mardi, jeudi et vendredi de 10h à 12h, mercredi de 10h à 17h.

Accès par la médiathèque centrale Emile-Zola, 218, bd de l'aéroport, (3^e étage)

Centre communal d'action sociale : 125, place Thermidor

Tél. : 04.99.52.77.00.

CPAM de l'Hérault : 29 cours Gambetta. Tél. : 01.84.90.36.46.

TRANSPORTS

Aéroport Montpellier Méditerranée : 0825.83.00.03.

Gare SNCF : place Auguste-Gibert. Tél. : 0892.35.35.35.

Espace Mobilité TaM Maguelone : 27, rue de Maguelone. Tél. : 04.67.22.87.87.

Espace Mobilité TaM Jules-Ferry : 6, rue Jules-Ferry. Tél. : 04.67.22.87.87.

Courriers du Midi : 9, rue de l'Abrivado. Tél. : 04.67.06.03.67.

CULTURE

La Panacée : 14, rue de l'école de la Pharmacie. Tél. : 04.34.88.79.79.

Ouvert du mercredi au samedi de 12h à 20h et le dimanche de 10h à 18h.

Pavillon populaire : 121, allée de Jérusalem.

Tél. : 04.67.66.13.46.

Théâtre Jean-Villar :

155, rue de Bologne.

Tél. : 04.67.40.41.39.

L'Agora : 13, rue du Général

Claparède. Tél. : 09.61.58.43.04.

Carré Sainte-Anne : 2, rue

Philipp. Tél. : 06.67.60.82.11.

Ouvert du mardi à dimanche de 10h à 13h.

Musée Fabre : 39, bd Bonne Nouvelle. Tél. : 04.67.14.83.00.

Ouvert du mardi au dimanche.

Planétarium Galilée :

Centre commercial régional Odysseum. Tél. : 04.67.13.26.26.

Ouvert du lundi au dimanche de 13h30 à 17h.

Zoo de Lunaret : 50, avenue

Agropolis. Tél. : 04.67.54.45.23.

ouvert du mardi au dimanche

de 10h à 18h.

SPORTS

Hérault Sport : ZAC

Pierresvives, 907, rue

Professeur-Blayac.

Tél. : 04.67.67.38.00.

Stade de la Mosson :

345, avenue de Heidelberg.

Tél. : 04.67.75.74.16.

Altrad Stadium :

500, avenue de Vanières

Tél. : 04.67.47.27.69.

SÈTE**URGENCES**

Pompiers : 18

Samu : 15

Police Secours : 17

Commissariat : quai de Bosc.

Tél. : 04.67.46.80.22.

Fourrière et objets trouvés :

04.99.04.77.17.

Centre hospitalier :

bd Camille-Blanc.

Tél. : 04.67.46.57.57.

Pompes funèbres

municipales : bd Camille-

Blanc. Tél. : 04.67.51.87.10.

(24h/24 et 7j/7).

Solidarité urgence sétquoise :

35, rue Pierre-Sémard.

Tél. : 04.67.46.08.92.

Accueil social, santé,

hébergement d'urgence :

115, numéro vert 24h/24h.

Appel gratuit.

Centre communal d'action

sociale : 8, rue Gabriel-Péri

Tél. : 04.67.51.65.00.

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**HÉRAULT**

Tél. 04 91 57 75 74 annonceslegales@lamarseillaise.fr



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE
SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
METROPOLE
M. Cédric GRAIL - Directeur Général
45 place Ernest Granier
CS 29502
34960 Montpellier - 02
Tél : 04 67 13 63 00
SIRET 52113071600017
Référence acheteur : 202602994-1T26.24-26

L'avis implique un marché public.
Objet : Construction de l'Hôtel des sécurités, Parc 2000 2e extension,
à Montpellier - RELANCE lots 04, 05, 17
Procédure : Procédure ouverte
Forme du marché : Division en lots : oui
Lot N° 04 - Étanchéité
Lot N° 05 - Traitement des façades
Lot N° 17 - Rack.
Critères d'attribution : Lot n° 04 : Étanchéité
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des
critères énoncés ci-dessous avec leur pondération
50% Valeur technique
10% Valeur environnementale
40% Prix des prestations
Lot n° 05 : Traitement des façades
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des
critères énoncés ci-dessous avec leur pondération
50% Valeur technique
10% Valeur environnementale
40% Prix des prestations
Lot n° 17 : Rack.
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des
critères énoncés ci-dessous avec leur pondération
50% Valeur technique
10% Valeur environnementale
40% Prix des prestations
Dépôt dématérialisé : Activé
Remise des offres : 15/10/26 à 12h00 au plus tard.
Envoi à la publication le : 14/09/2026
Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie
dématérialisée.
Cette consultation bénéficie du Service DUME. Pour retrouver cet avis
intégral, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur
<http://www.marches-publics.info>

2026115814



Commune de Vendres
Abrogation de la délibération du Conseil Municipal
n°25/121123, en date du 11 décembre 2025,
prescrivant la procédure de 3ème déclaration de projet
emportant mise en compatibilité du PLU

Par délibération du Conseil Municipal n° 26/091014, en date du 10
septembre 2026, le Conseil Municipal a procédé à l'abrogation de la
délibération du Conseil Municipal n°25/121123, en date du 11
décembre 2025, prescrivant la procédure de 3ème déclaration de projet
emportant mise en compatibilité du PLU.
Pour rappel, celle-ci avait pour objet de permettre l'accueil d'un projet
de centrale photovoltaïque à proximité des constructions et installations
du Truck Etape situé au sein de la zone de Via Europa et plus
spécifiquement sur les parcelles AE 99, 9, 11, 17, 97 et 94.
Monsieur le Maire indique que ce projet était porté par l'ancienne
Municipalité.
Toutefois, la nouvelle Municipalité ne souhaite pas poursuivre cette
procédure suite aux différents échanges réalisés avec les services de
l'Etat et au regard du respect du cadre législatif et réglementaire
applicable, ainsi que ses récentes évolutions.
Cette délibération fait l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.

2026115807



Commune de Vendres
Prise en considération d'une opération d'aménagement et
délimitation des terrains affectés à sa réalisation en vue de
l'application du sursis à statuer

Par délibération du Conseil Municipal n°26/091015, en date du 10
septembre 2026, le Conseil Municipal a pris en considération un projet
d'opération d'aménagement et délimité les terrains affectés à sa
réalisation, en vue de l'application du sursis à statuer prévu à l'article
L.424-1, 3° du Code de l'urbanisme.
Afin d'assurer la bonne réalisation du projet d'opération
d'aménagement, sur le périmètre délimité en annexe de la DCM, il est
mis en place un sursis à statuer sur les demandes d'autorisation
concernant tous travaux, constructions ou installations.
Cette délibération fait l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.

2026115808



Commune de Vendres
Instauration du permis de démolir

Par délibération du Conseil Municipal n° 26/091013, en date du 10
septembre 2026, le Conseil Municipal a procédé à l'instauration du
permis de démolir pour tous les travaux ayant pour objet de démolir ou
de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située sur
l'ensemble du territoire communal, à l'exception des cas dispensés en
application de l'article R.421-29 du Code de l'urbanisme.
En effet, outre sa fonction de protection du patrimoine, le permis de
démolir permet d'assurer un suivi de l'évolution du bâti sur le territoire
communal.
Cette délibération fait l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois.

2026115806

**Publications
d'annonces légales
et judiciaires**

FLUIDITE, RAPIDITE, EFFICACITE
sur 5 départements

13 | 83 | 84 | 30 | 34

La Marseillaise

annonces-legales.lamarseillaise.fr

Un service client
à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74

annonceslegales@lamarseillaise.fr

Devis sur demande

2026115784



Vendres, le 14 octobre 2026

ARRETE MUNICIPAL n° 26/620

PRESCRIVANT LA 1^{ère} MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.151-52, R.153-18 et R.421-27 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de Vendres approuvé le 06 mars 2020 ayant depuis lors fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution ;

VU la délibération n°26/091013 en date du 10/09/26 relative à l'instauration du permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article R.151-52, 18° du Code de l'urbanisme, les périmètres à l'intérieur desquels le permis de démolir a été institué doivent figurer en annexe du PLU ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en conséquence, de procéder à la mise à jour des annexes du PLU afin d'y intégrer les dispositions relatives à l'instauration du permis de démolir ;

ARRÊTE

Article 1 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vendres est mis à jour à la date du présent arrêté.

Article 2 : La mise à jour nécessite d'intégrer aux annexes du PLU la délibération du conseil municipal en date du 10/09/26 instaurant le permis de démolir conformément aux dispositions de l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

Article 3 : La délibération du 10 septembre 2026 instaurant le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal est jointe au présent arrêté.

Article 4 : La présente mise à jour du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public en mairie aux horaires d'ouverture au public habituelles. Le dossier du PLU mis à jour sera publié sur le Géoportail de l'urbanisme.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de la date de son affichage en mairie. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie. Ce recours gracieux a alors pour effet de proroger le délai de recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Vendres, le 14/10/2026

Affiché le

M. le Maire
Richard VASSAKOS



2/2